

du Programme de la Jeunesse du Commonwealth. D'autre part, des réunions intergouvernementales ont porté notamment sur le droit, la science, l'éducation, les télécommunications et la finance.

Sur le plan non gouvernemental, les rencontres de membres du Commonwealth en 1973 furent encore plus nombreuses et plus diversifiées et eurent pour thèmes des sujets comme l'éducation, l'architecture, l'ingénierie, les mines et la recherche aéronautique. Le nombre de réunions et de conférences du Commonwealth tenues au cours de l'année reflète l'utilité de l'association pour ses membres et indique la possibilité de contacts plus étroits et plus variés.

Un des développements les mieux accueillis de l'année a été qu'à la suite des efforts déployés dans de nombreux domaines et spécialement à la réunion des chefs de gouvernement à Ottawa, le visage du Commonwealth s'est modifié pour traduire plus fidèlement les réalités présentes de l'association. L'ancienne image d'une association anglo-saxonne toute tournée vers la Grande-Bretagne a été remplacée par celle d'une association ne possédant ni centre ni membre dominant. Ce fut une année où les gouvernements du Commonwealth ont reconnu non seulement les limites de l'association mais aussi ses immenses possibilités.

Comme le résumait le communiqué final de la réunion, 1973 a été à la fois une année d'évaluation et un tournant pour l'avenir de l'association :

«Les chefs de gouvernement sont convaincus que l'association vient de prouver sa vitalité et sa souplesse, ils

entendent user au maximum de ses rouages pour faire appliquer les principes de la Déclaration du Commonwealth et accélérer la marche du développement social et économique chez leurs membres moins favorisés.»

Relations de défense

OTAN

Le gouvernement a exposé sa position sur l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, en ce qui a trait en particulier au domaine politique, dans le fascicule *Europe* du document *Politique étrangère au service des Canadiens*, publié en 1970. Le Livre blanc de la défense, publié en août 1971, décrit dans le détail la position du gouvernement, dont il indique les intentions en ce qui a trait à l'apport militaire du Canada à l'Alliance: «Le gouvernement, y lit-on, a réaffirmé l'adhésion du Canada au concept de sécurité collective et a annoncé que le Canada continuerait, dans le cadre des forces intégrées de l'OTAN, à stationner des forces importantes, bien que réduites, en Europe. La décision du gouvernement du Canada témoigne de sa conviction que la sécurité du pays continue d'être liée à celle de l'Europe occidentale et que cette dernière demeure sans doute le point névralgique de l'équilibre des pouvoirs entre l'Est et l'Ouest; il s'agit là d'une région où pourrait germer un conflit qui, bien que restreint, serait de nature à dégénérer en peu de temps en une guerre nucléaire totale qui engouffrerait le territoire canadien».

Les résultats encourageants de l'*Ostpolitik* de l'Allemagne de

l'Ouest et les accords conclus entre les États-Unis et l'Union soviétique, y compris les ententes sur la limitation des armes stratégiques, ont contribué en grande partie au succès des initiatives prises en vue de la détente politique en 1973 et ont donné lieu à la participation des membres de l'OTAN à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) et aux pourparlers sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces (MBFR). Bien que ces deux séries de pourparlers Est-Ouest soient considérées comme des initiatives distinctes, elles demeurent étroitement liées puisque les négociations parallèles entamées doivent, espère-t-on, promouvoir la détente et déboucher sur une réduction des forces militaires en Europe. Le Canada est membre à part entière de ces conférences convoquées en 1973. Tout au long des pourparlers, le Conseil de l'Atlantique Nord et ses comités ont joué un rôle clé dans l'élaboration et la coordination de la position des divers pays membres de l'OTAN à l'égard des principaux problèmes placés à l'ordre du jour.

Au cours de l'année, le Canada a également apporté une contribution importante aux efforts poursuivis par l'Alliance pour atteindre la stabilité militaire et la détente politique et pour promouvoir la coopération dans de nombreux autres secteurs parmi les membres de l'OTAN. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures avait auparavant lancé une invitation au Conseil de l'OTAN pour que l'assemblée plénière du Comité de l'OTAN sur les défis de la société moderne ait lieu au Canada. La réunion, tenue à Ottawa en avril 1973, était la première à se tenir hors du siège de l'OTAN, à Bruxelles.